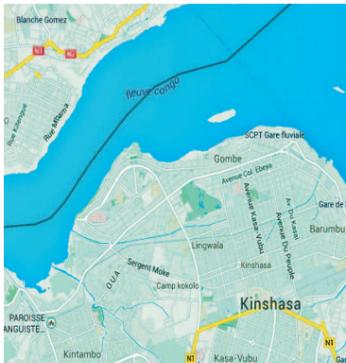


RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3348 - JEUDI 18 OCTOBRE 2018

## PROVINCE DE L'ITURI

# Une présumée rébellion en gestation



D'après le porte-parole des opérations militaires dans cette partie du pays, les enquêtes sont en cours pour connaître la taille et les revendications de cette rébellion. Des versions relayées par

des sources locales font savoir que cette présumée rébellion serait composée des Rwandais et Burundais qui opéreraient en synergie avec des éléments congolais.

« Le souci le plus ardent des forces armées, c'est de traquer et de neutraliser tous ceux qui détiennent des armes et sèment terreur et désolation dans la région », a martelé le lieutenant

Des miliciens d'un groupe armé opérant en Ituri

Jules Ngongo Tshikudi. D'aucuns ont vite établi un lien entre l'insécurité qui prévaut à Beni, au Nord-Kivu, et la situation en Ituri.

Page 3

## ÉLECTIONS COMMUNALES BELGES

### Pierre Kompany élu bourgmestre de la commune de Ganshoren à Bruxelles

L'originnaire de la RDC est le premier Noir à être élu à la tête d'une commune en Belgique, à l'issue du scrutin du 14 octobre. Né le 8 septembre 1947 à Bukavu, Pierre Kompany est détenteur d'un diplôme d'ingénieur industriel mécanique-aéronautique à l'Institut supérieur d'ingénieurs de Bruxelles, après avoir été réfugié politique pendant sept ans tout en étant taximan.

Ingénieur industriel et professeur à l'Institut des arts et métiers de Bruxelles, il se dit habitué par la passion de transmettre ses connaissances et son goût pour l'innovation scientifique. Sensible aux questions environnementales, il a obtenu deux médailles d'or au Salon des inventions à Bruxelles et à Genève pour l'éolienne qu'il a inventée.

Page 2

## PRÉSIDENTIELLE

### Les candidats Marie-Josée Ifoku et Théodore Ngoy disent craindre pour leur sécurité



Marie-Josée Ifoku

Alors que la première, faute d'une autorisation préalable, aurait été interdite de se rendre le 16 octobre à Brazzaville, le second, quant à lui, aurait reçu des menaces de mort qu'il avoue prendre très au sérieux. Depuis qu'elle a fait acte de candidature, Marie-Josée Ifoku se dit en état d'insécurité permanent sur fond des menaces récurrentes. Elle avoue subir des pressions de toute part pour éventuellement se désister en faveur du candidat du Front commun pour le Congo, Emmanuel Shadary. Dans un récent message adressé au commissaire provincial de la police, l'autre candidat Théodore Ngoy s'est plaint de ce que les militaires en bérets rouges et les policiers en faction devant la résidence du candidat du président sortant ont bloqué la route menant vers son domicile et menacé de le tuer.

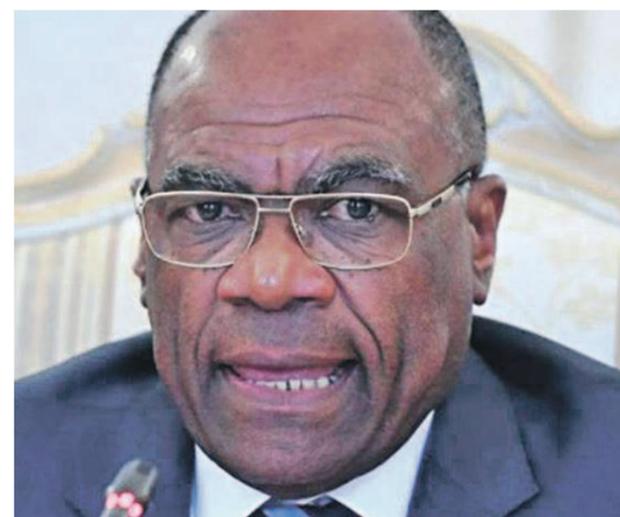
Page 3

## EXPULSION DES CONGOLAIS DE L'ANGOLA

### Kinshasa présente ses vives protestations à Luanda

Le vice-Premier ministre des Affaires étrangères et intégration régionale, Léonard She Okitundu, a annoncé hier que le gouvernement congolais a adressé une note verbale aux autorités angolaises à la suite des expulsions massives des Congolais de l'Angola. Le diplomate congolais a exprimé la protestation de Kinshasa qui exige des explications.

Sur la même lancée, l'exécutif national a déploré, au cours de la 18e réunion extraordinaire du conseil des ministres tenue le 16 octobre, le fait que ces expulsions ont été opérées au



mépris de la Convention sur l'établissement et la circulation des personnes et des biens signée à Luanda, le 3 décembre 1999.

Page 3

## ÉLECTIONS COMMUNALES BELGES

## Pierre Kompany élu bourgmestre de la commune de Ganshoren à Bruxelles

L'originnaire de la République démocratique du Congo est le premier Noir à être élu à la tête d'une commune en Belgique, à l'issue du scrutin du 14 octobre.

Pierre Kompany, 71 ans, est membre du parti politique ProGanshoren, qu'il a créé en 2012. Cette formation est composée de mandataires bilingues des partis Centre démocrate humaniste et Christen-Democratisch en Vlaams, ex-socialistes et de personnalités indépendantes. Le nouvel élu entrera en fonction le 3 décembre et sera bourgmestre durant les trois premières années de la législature, avant de céder le poste à son colistier, Jean-Pierre Van Laethem, conformément à un accord préélectoral.

Né le 8 septembre 1947 à Bukavu, d'un père chef d'entreprise dans le secteur de l'électricité et l'électro-ménager ainsi que d'une mère femme au foyer qui s'occupait de la famille, Pierre Kompany a commencé ses études primaires au Kasai dans une école officielle, avant d'effectuer ses études secondaires à Kinshasa, à l'Athénée de la Gombe, ancienne Athénée Royale de Kalina. Par la suite, il entame des études d'ingénieur à l'université de Lovanium, aujourd'hui Université de Kinshasa. Mais, suite aux incidents sanglants de 1969 contre les étudiants, il est contraint de reprendre ses études à Lubumbashi.

Deux ans après, les étudiants envisageaient une manifestation en mémoire des incidents de 1969, ce qui a engendré la fermeture « sanction » de l'Université de Kinshasa. L'engagement de Pierre Kompany et sa solidarité envers les étudiants lui vaudront une sanction de sept ans dont treize mois et quinze jours dans le centre militaire de Kitona. « Pour m'aider à garder la tête haute, je me suis passionné pour les fleurs. J'ai donc commencé à planter, créer et former des parterres... Une vraie passion que j'ai toujours gardée mais le manque de temps ne me permet plus de la pratiquer », explique Pierre Kompany,



Pierre Kompany / Crédit photos Vincent Duterne / photonews / Elio Germani

« Pour m'aider à garder la tête haute, je me suis passionné pour les fleurs. J'ai donc commencé à planter, créer et former des parterres... Une vraie passion que j'ai toujours gardée mais le manque de temps ne me permet plus de la pratiquer »,

« Pour m'aider à garder la tête haute, je me suis passionné pour les fleurs. J'ai donc commencé à planter, créer et former des parterres... Une vraie passion que j'ai toujours gardée mais le manque de temps ne me permet plus de la pratiquer »,

« Pour m'aider à garder la tête haute, je me suis passionné pour les fleurs. J'ai donc commencé à planter, créer et former des parterres... Une vraie passion que j'ai toujours gardée mais le manque de temps ne me permet plus de la pratiquer »,

« Pour m'aider à garder la tête haute, je me suis passionné pour les fleurs. J'ai donc commencé à planter, créer et former des parterres... Une vraie passion que j'ai toujours gardée mais le manque de temps ne me permet plus de la pratiquer »,

« Pour m'aider à garder la tête haute, je me suis passionné pour les fleurs. J'ai donc commencé à planter, créer et former des parterres... Une vraie passion que j'ai toujours gardée mais le manque de temps ne me permet plus de la pratiquer »,

« Pour m'aider à garder la tête haute, je me suis passionné pour les fleurs. J'ai donc commencé à planter, créer et former des parterres... Une vraie passion que j'ai toujours gardée mais le manque de temps ne me permet plus de la pratiquer »,

en Angleterre.

**Partisan de l'innovation scientifique**

Ingénieur industriel et professeur à l'Institut des arts et métiers de Bruxelles, Pierre Kompany se dit habitué par la passion de transmettre ses connaissances et son goût pour l'innovation scientifique. Sensible aux questions environnementales, il a obtenu deux médailles d'or au Salon des inventions à Bruxelles et à Genève pour l'éolienne qu'il a inventée.

**Homme politique**

Pierre Kompany a été échevin à la commune de Ganshoren de 2006 à 2012, chargé des travaux publics, de la mobilité, de l'environnement et de la propreté. En 2012, il a créé son propre parti politique dénommé ProGanshoren, avec une liste bilingue composée de mandataires des partis Centre démocrate humaniste et Christen-Democratisch en Vlaams, ex-socialistes, et de personnalités indépendantes. Objectif : proposer aux citoyens de la commune de Ganshoren une « politique dynamique dont proactivité, professionnalisme et projets sont les maîtres mots ». Lors des élections du 25 mai 2014, il est élu député au parlement bruxellois.

**La famille avant tout**

Actif dans le secteur sportif où il dit combattre toutes les formes d'injustices, notamment dans la pratique des sports chez les jeunes, il est le correspondant qualifié du BX Brussels, le club de foot à caractère social que son fils Vincent Kompany a mis en place. Pierre Kompany a deux autres enfants : Christel Kompany, ancienne athlète du grand club belge d'athlétisme l'Excelsior, et François Kompany, également footballeur. Il a six petits enfants.

« Papy puissance 6 et papa de trois enfants, mon combat pour le respect de l'humain, je l'ai mené et je le mène entouré par ma famille et mes ami(e)s », fait-t-il savoir.

Patrick Ndungidi

## ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

### DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

### RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

**Secrétariat des rédactions :** Clotilde Ibara, Jean Kodila  
**Rewriting :** Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

### RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni MAssela  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bobe  
Comptabilité et administration : Lukombo

**Caisse :** Blandine Kalonji

**Distribution et vente :** Jean Lesly Goga  
**Bureau de Kinshasa :** 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC  
Tél. (+243) 015 166 200

### RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

**Rédacteurs en chef :** Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
**Service Société :** Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
**Service Politique :** Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

**Service Économie :** Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
**Service International :** Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys

**Service Culture et arts :** Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
**Service Sport :** James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

### ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoulou

### RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

### MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

### INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

### ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

### PUBLICITÉ ET DIFFUSION

**Coordinatrice, Relations publiques :**

Adrienne Londole  
**Assistante commerciale :** Hortensia Olabouré  
**Commercial Brazzaville :** Rodrigue Ongagna

**Commercial Pointe-Noire :** Mélaïne Eta Anto

**Diffusion de Brazzaville :** Brice Tsébé, Irin Maouakani  
**Diffusion Kinshasa :** Adrienne Londole.  
**Diffusion Pointe-Noire :** Bob Sorel Moumbélé Ngon

### TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

### INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

### DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

### IMPRIMERIE

**Gestion des ressources humaines :** Martial Mombongo  
**Chef de service presse :** Eudes Banzouzi  
**Gestion des stocks :** Elvy Bombete  
**Adresse :** 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

### INFORMATIQUE

**Directeur adjoint :** Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

### LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

**Directrice :** Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

### GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

**Directrice :** Lydie Pongault  
**Chef de service :** Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

### ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## EXPULSION DES CONGOLAIS DE L'ANGOLA

## Kinshasa présente ses vives protestations à Luanda

**L'exécutif national a déploré, au cours du dernier conseil des ministres du 16 octobre, des refolements opérés au mépris de la Convention sur l'établissement et la circulation des personnes et des biens signée à Luanda, le 3 décembre 1999.**

La dix-huitième réunion extraordinaire du conseil des ministres, présidée par le chef de l'État, Joseph Kabila, a passé au peigne fin la situation qui prévaut actuellement en Angola d'où plusieurs Congolais ont été expulsés récemment dans des conditions inhumaines. C'était l'un des points inscrits à l'ordre du jour de cette réunion qui devait donner la position officielle de la République démocratique du Congo, en rapport avec ces événements. Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur et sécurité, a saisi l'occasion pour présenter au conseil son rapport sur ces refolements massifs des Congolais vivant en Angola. « Si 160 901 Congolais sont rentrés volontairement de ce pays voisin au



Des Congolais expulsés sur un site d'accueil en RDC

cours de ces dernières semaines vers la province du Kasai, 27 971 compatriotes ont été expulsés brutalement vers cette province mitoyenne de l'Angola, 1 966 vers la province du Kwango ainsi qu'un nombre non encore déterminé qui ont été expulsés

vers le Kwilu dans des conditions très précaires », a indiqué Henri Mova Sakany.

À ce sujet, le gouvernement a vivement condamné les violations des droits humains et les pertes en vies humaines provoquées lors de ces expulsions effectuées au

mépris des accords existant en la matière, notamment la Convention sur l'établissement et la circulation des personnes et des biens signée à Luanda, le 3 décembre 1999. L'exécutif national a fustigé particulièrement le non-respect du principe de l'information

préalable faisant obligation à tout pays qui procède à l'expulsion des migrants irréguliers d'en informer préalablement le pays d'accueil, en vue d'une meilleure prise en charge de ces derniers. Aussi a-t-il décidé de présenter toute son indignation et ses vives protestations au gouvernement angolais, conformément aux us et coutumes diplomatiques.

Le gouvernement central a, par ailleurs, instruit les ministères sectoriels d'accélérer la mise en œuvre des mesures qu'ils ont adoptées en vue de permettre aux gouverneurs de provinces concernées d'assurer la survie, l'encadrement et l'évacuation vers leurs localités d'origine des compatriotes ainsi expulsés dans un délai raisonnable. Au cours de la même réunion, il a été décidé d'actionner le Fonds spécial d'assistance humanitaire en faveur des Congolais ainsi brutalement expulsés et de dépêcher des délégations de haut niveau sur tous les sites où ils se trouvent déployés à ce jour.

Alain Diasso

## PROVINCE DE L'ITURI

## Une présumée rébellion en gestation

**D'après le porte-parole des opérations militaires dans cette partie du pays, les enquêtes sont en cours pour connaître la taille et les revendications de cette rébellion.**

Depuis le dernier trimestre de l'année 2017 et le premier de l'année 2018, plusieurs villages du territoire de Djugu dans la province de l'Ituri sont la cible des assaillants non autrement identifiés qui, à chacune de leurs attaques, sèment la désolation et la terreur parmi la population. Ils ont massacré des dizaines de gens à l'arme blanche et à feu, brûlé des maisons d'habitation, etc. Présentement, ces assaillants s'en prennent aux symboles de l'État et aux édifices publics qu'ils détruisent au grand désarroi de la population réduite à l'impuissance.

Plus les jours passent, plus ces fauteurs de trouble ont commencé à se faire découvrir notamment par le mode opératoire de leurs invasions mais aussi par la nature des armes de guerre qu'ils utilisent. Ce qui fait dire au porte-parole des opérations militaires dans cette partie du pays, le lieutenant Jules Ngongo Tshikudi, qu'il s'agit là vraisemblablement d'une rébellion en gestation qui ne dit pas son nom. Et d'ajouter que des investigations sont en cours pour connaître la taille et les revendications de cette rébellion.

Ce qui est évident, a-t-il indiqué, c'est qu'il s'agit là des éléments résiduels des miliciens de Mukwake dont un grand nombre ont été tués à Linga au cours d'un affrontement avec les Fardc, mais qui seraient actuellement dirigés par un certain Lokana et Songa. « Nous sommes déterminés comme jamais auparavant de commencer à les traquer et ça sera des traques sans précédent que l'Ituri n'a jamais connues pour mettre hors état de nuire ces assaillants », a ajouté le lieutenant Jules Ngongo. D'autres versions relayées par des sources locales font savoir que cette présumée rébellion serait composée des Rwandais et des Burundais qui opéreraient en synergie avec des éléments congolais. « Le souci le plus ardent des forces armées, c'est de traquer et de neutraliser tous ceux qui détiennent des armes et sèment terreur et désolation dans la région », a martelé le porte-parole des opérations militaires en Ituri. Toutefois, au vu du mode opératoire quasi identique des assaillants tant à Djugu en Ituri qu'au Nord-Kivu, précisément à Beni où plusieurs personnes ont été tuées à l'arme blanche ces dernières semaines, les autorités locales n'hésitent plus à établir un lien entre ces deux tableaux, concluant vite à une rébellion et exhortent les jeunes instrumentalisés à se désolidariser d'avec cette dernière.

A.D.

## PRÉSIDENTIELLE

## Les candidats Marie-Josée Ifoku et Théodore Ngoy disent craindre pour leur sécurité

**Alors que la première, faute d'une autorisation préalable, aurait été interdite de se rendre le 16 octobre à Brazzaville, le second, quant à lui, aurait reçu des menaces de mort qu'il avoue prendre très au sérieux.**



Marie-Josée Ifoku

La sécurisation des vingt et un candidats à la présidentielle est une question fondamentale qui préoccupe la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Elle a, d'ailleurs, été au centre des derniers échanges que cette institution a eus avec les concernés. Nonobstant les dispositions prises par la Céni pour assurer la sécurité de ces candidats par l'affectation de cinq cent vingt-cinq policiers commis à cette tâche en raison de cinq éléments pour chacun d'eux, quelques soucis persistent. C'est ce que la candidate Marie-Josée Ifoku, la seule femme à concourir à ce niveau de scrutin, a tenu à révéler à l'opinion eu égard à ce qui lui est arrivé.

Depuis qu'elle a fait acte de candidature, elle se dit en état d'insécurité permanent sur fond des menaces récurrentes. « (...) Chaque semaine, il y a une personne qui passe pour me demander d'appuyer la

candidature d'Emmanuel Shadary. J'ai dit : je ne le ferai pas, j'irai jusqu'au bout. La semaine passée, c'était l'ANR. J'ai reçu des pressions. On m'a accusé d'utiliser le nom du chef de l'Etat pour le trafic d'influence », a déclaré Marie-Josée Ifoku, citée par

actualités.cd. Comme si cela ne suffisait pas, elle aurait été empêchée le 16 octobre de voyager pour Brazzaville, la capitale de la République du Congo d'où elle est venue, d'ailleurs, avant de postuler à la magistrature suprême. La raison avancée serait le manque d'autorisation préalable. Les services de la migration lui auraient d'abord ravi son passeport et le laissez-passer avant de le lui restituer après des longues discussions. Son conseiller qui aurait voulu en savoir plus, en la personne d'Erick Onepunga Yongo, aurait été embarqué dans une voiture Ketch de couleur noire pour une destination inconnue.

Marie-Josée Ifoku autant que d'autres candidats à la présidentielle dit craindre pour sa sécurité surtout que lors de ses sorties médiatiques, elle ne cesse d'appeler au rejet de la machine à voter et à la mise à l'écart des personnes enrôlées sans empreintes digitales.

Un autre à avoir connu presque la même déconvenue, c'est Théodore Ngoy qui, dans un message adressé au commissaire provincial de

la police, s'est plaint de ce que les militaires en bérêts rouges et les policiers en fraction devant la résidence du candidat du président sortant ont bloqué la route menant vers son domicile et menacé de le tuer. « Ce candidat là n'a pas le droit d'ériger des barrières sur notre avenue des Orangers, une voie publique. Il est candidat comme moi; il n'a pas le droit de menacer l'intégrité physique ni la vie d'un autre candidat. Vous avez l'obligation légale de faire respecter la liberté de circuler sur la voie publique et de protéger de la même manière tous les candidats président de la République », a-t-il écrit. Notons que la demande d'équité de l'État envers tous les candidats président de la République était au nombre des revendications exprimées par ces derniers, eu égard au traitement de faveur dont bénéficie le candidat Emmanuel Shadary de la part du pouvoir.

Alain Diasso

## EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

## Antonio Guterres plaide pour la coopération afin d'éviter des conflits

**Le secrétaire général de l'ONU a exhorté les Etats membres, le 16 octobre, à entretenir des rapports de bon voisinage et une plus grande coopération dans la gestion des ressources naturelles afin d'éviter tout différend.**

Devant les membres du Conseil de sécurité lors d'une réunion sur le lien entre les ressources naturelles et les conflits, Antonio Guterres a souligné : « L'exploitation des ressources naturelles ou la concurrence pour les exploiter peut conduire à un conflit violent ». Ajoutant : « Une distribution inéquitable des ressources naturelles, la corruption et une mauvaise gestion peuvent également conduire à un conflit, en particulier dans les pays dotés d'institutions faibles ».

D'après certaines études des Nations unies, plus de 40% des conflits armés internes de ces soixante dernières années ont été liés à des ressources naturelles (pétrole, gaz, minéraux, eau et terres). Ces documents notent qu'avec l'impact croissant du changement climatique, les risques de conflits liés aux ressources naturelles ne feront que croître. Ils s'appesantissent sur d'autres facteurs, notamment la croissance démographique, la consommation croissante et la dégradation de l'environnement qui exercent également des pressions importantes sur la disponibilité de nombreuses ressources naturelles.

« Depuis 1990, 75% des guerres civiles en Afrique ont été partiellement financées par les revenus provenant des ressources naturelles. L'extraction illégale de minéraux, de bois et de charbon de bois a ainsi alimenté la violence dans un certain nombre de régions », relève-t-on.

Si en République démocratique du Congo cette exploitation illécite a généré des recettes de près d'un milliard de dollars pour les



Antonio Guterres

rebelles et les groupes criminels, en République centrafricaine, l'extraction de minéraux par de nombreux groupes armés et milices a contribué à maintenir et à prolonger le conflit. Devant cet état de chose, le secrétaire général de l'ONU a appelé les autorités nationales à prendre des mesures pour faire face à ces problèmes. « Il faut faire plus pour réglementer la provenance, la vente et le commerce des minéraux grâce à des accords de coopération associant la société civile, les gouvernements régionaux et internationaux », a-t-il déclaré. Antonio Guterres a pris pour exemple, le processus de Kimberley qui a réussi à réduire le commerce des diamants de guerre.

Rappelant que les ressources naturelles partagées ont toujours été « un catalyseur de la coopération entre les Etats, les communautés et les peuples », le chef de l'ONU a illustré son propos par quelques exemples. Il a cité le partage des bénéfices tirés des ressources en eau parmi les Etats riverains du bassin du fleuve Sénégal, qui date depuis de longues années, et le lac Titicaca (Amérique latine), le plus grand lac d'eau douce du

continent qui « constitue depuis longtemps une source de coopération entre la Bolivie et le Pérou ». « Dans le bassin du lac Tchad, la coopération dans le domaine de l'eau a également joué un rôle essentiel en rassemblant les pays pour qu'ils s'attaquent aux problèmes plus vastes de la région », a-t-il poursuivi.

Le secrétaire général a saisi cette opportunité pour évoquer un certain nombre de mesures prises par l'ONU afin d'encourager la coopération. Il a indiqué que l'organisation cherche ainsi à renforcer sa capacité à faire face à la menace croissante des risques de sécurité liés au climat.

Elle s'efforce aussi d'utiliser au maximum la médiation dans le domaine des ressources naturelles comme outil de prévention des conflits et de renforcer son partenariat avec les organisations régionales et sous-régionales en la matière. De plus, a-t-il dit, les Nations unies cherchent à renforcer la capacité des réseaux et des organisations de femmes à s'impliquer dans des processus de dialogue et de médiation sur les ressources naturelles et l'environnement.

Nestor N'Gampoula

## NIGER

## Renforcement de la sécurité sur la frontière avec le Nigeria

**Face à la situation d'insécurité grandissante qui règne depuis quelques mois dans la région frontalière de Maradi (centre-sud), le pays a envisagé d'y renforcer les moyens de sécurité par la création prochaine d'un camp militaire à Madarounfa, près de la frontière avec le Nigeria, a-t-on appris dimanche de source officielle.**

L'annonce en a été faite par le ministre nigérien de l'Intérieur et de la sécurité publique, Bazoum Mohamed, sur les médias nationaux, à l'issue d'une visite dans les localités de Gabi (Madarounfa), Hawandawaki (Tessaoua) et Dan Kano (Guidan Roumji), et sur une large bande frontalière du Nigeria, qui font face à des vols à mains armées,

des vols de bétail à grande échelle et des enlèvements avec demande de rançon, par des bandits qui en ont fait leur sanctuaire. « On enregistre des incursions sur notre territoire au cours desquelles ces bandits opèrent la nuit et se replient en territoire du Nigeria », a-t-il déclaré, précisant toutefois que depuis l'installation des patrouilles mixtes, une certaine accalmie a été observée dans la zone.

Des opérations de nettoyage menées ces dernières semaines par les forces conjointes des deux pays dans la zone ont permis de démanteler douze bases de bandits. Une trentaine de bandits a été tuée et d'autres ont été faits prisonniers, a-t-il annoncé.

Pour pérenniser la maîtrise totale

de cette bande frontalière, le ministre a indiqué que les autorités nigériennes « ont convenu de la création d'un bataillon à Madarounfa avec trois postes avancés à Dan kano, Baban Rafi, et Shirgué », le long de la frontière avec le Nigeria. Le Niger partage avec le Nigeria une frontière commune de près de 1 500 km, avec de part et d'autre des personnes parlant les mêmes langues, le haoussa, le kanouri et le peulh, notamment, rappelle-t-on. En outre, les armées du Niger et du Nigeria sont engagées au sein d'une coalition avec d'autres forces, précisément tchadiennes et camerounaises, dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram qui sévit depuis 2009 dans la zone.

Xinhua

## BRÈVES

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La société financière internationale (SFI), filiale du groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, a annoncé que ses engagements dans la sous-région ont atteint 6,2 milliards de dollars au cours de son dernier exercice fiscal qui s'est achevé le 30 juin 2018, contre 3,5 milliards durant l'exercice précédent. L'institution a précisé, dans un communiqué, que le montant de ces investissements comprend 1,5 milliard de dollars de ressources propres pour des financements à long terme et 4,7 milliards de dollars de mobilisations auprès d'investisseurs tiers. Ces financements ont permis à près de trente-deux millions de personnes d'avoir accès à l'électricité et à 2,5 millions d'accéder à l'eau potable. Ils ont aussi bénéficié à plus d'un million d'agriculteurs et permis à 1,4 million de personnes d'accéder à des soins de santé. Les institutions financières renflouées par la SFI ont, par ailleurs, accordé 2,9 millions de prêts à des micro-entreprises et des PME.

## GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE

Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal et le Togo accélèrent le processus d'interconnexion de leurs services douaniers. L'interconnexion des administrations douanières - un vaste projet au niveau de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest - vise à simplifier les procédures de dédouanement, réduire le temps de traitement des marchandises aux postes douaniers, limiter les fraudes et la contrebande. Avec l'interconnexion entre ces cinq pays de l'Uémoa, les déclarations à partir du Port de Lomé, un des points de transit des marchandises vers les pays enclavés, seront valables aux postes frontières avec le Burkina Faso au nord, constituant ainsi une étape de moins dans le contrôle douanier.

## AFRIQUE DE L'EST

Avec 29,4 milliards de dollars empruntés à la Chine en dix ans pour le développement des secteurs du transport, de la communication, de la fabrication et de l'énergie, le fardeau de la dette des pays d'Afrique de l'est s'est fortement alourdi. D'après les dernières données de l'initiative de recherche Chine-Afrique (Cari) de l'Université Johns Hopkins, l'Ethiopie, elle, ayant reçu la plus grande quantité de prêts, doit 13,73 milliards de dollars, le Kenya (9,8 milliards de dollars), l'Ouganda (2,96 milliards de dollars) et la Tanzanie (2,34 milliards de dollars). Quant au Rwanda, au Soudan du Sud et au Burundi, ils doivent respectivement 289 millions, 182 millions et 99 millions de dollars. Dans l'optique donc d'éponger ces dettes, ces Etats consacrent environ 8% de leurs revenus au remboursement.

## MAROC

Le Maroc va accueillir les assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), en 2021. Un accord a été signé, à cet effet, entre le président du groupe de la BM, Jim Yong Kim, la directrice du FMI, Christine Lagarde, et le ministre marocain de l'Economie et des finances, Mohamed Benchaâbou, au terme des assemblées annuelles des deux institutions internationales à Bali. Les assises de 2021 contribueront à enrichir les débats et les échanges avec les décideurs et experts internationaux sur les moyens susceptibles de promouvoir la coopération internationale et régionale. Mais elles représentent surtout une réelle opportunité pour le royaume marocain d'exposer les réformes structurelles engagées et les différentes avancées réalisées. Le Maroc est le deuxième pays africain à abriter ces assemblées, après une première en 1973 à Nairobi, au Kenya.

## MALI

Les élections législatives dans le pays, prévues en novembre-décembre, ont été de nouveau reportées, cette fois à 2019, sur décision de la Cour constitutionnelle, prolongeant de six mois le mandat des députés à la demande de l'Assemblée nationale. Ce report permettra de mieux organiser les législatives mais aussi d'engager les réformes institutionnelles prévues dans l'accord de paix d'Alger et aussi d'apaiser les tensions politiques, selon l'arrêt de la Cour, qui ne détaille pas les motifs de « force majeure » invoqués. Le mandat des députés s'achève le 31 décembre. Les élections législatives étaient initialement prévues le 28 octobre pour le premier tour et le 18 novembre pour le second. Mais le gouvernement les avait déjà reportées en septembre d'un mois, respectivement aux 25 novembre et 16 décembre, en raison d'une grève des magistrats.

## AFRIQUE DU SUD

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a fermement démenti avoir laissé faire le pillage organisé de la banque VBS, un scandale financier qui secoue la classe politique du pays à quelques mois des élections générales. La semaine dernière, un rapport commandé par la Banque centrale a révélé que les comptes de VBS Mutual, célèbre pour avoir accordé un prêt à l'ancien président Jacob Zuma, avaient été frauduleusement vidés de l'équivalent de cent dix millions d'euros. L'affaire éclabousse le parti des Combattants pour la liberté économique (EFF, gauche radicale), dont le vice-président, Floyd Shivambu, est soupçonné, avec son frère, de faire partie des « pillards » présumés de l'établissement financier. Plusieurs membres du Congrès national africain au pouvoir ont aussi été mis en cause.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

## AVIS DE RECRUTEMENT

### Une institution financière de la place recherche un (1) Analyste de crédit à Brazzaville.

#### PROFIL RECHERCHE :

- Avoir un Bac + 4 ou 5 (école de commerce, université ou autre étude supérieur) en contrôle des risques bancaires, gestion globale des risques et sécurité financière
- Avoir un diplôme professionnel de l'Institut Technique de Banque ;
- Avoir au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le métier, exception faite pour les jeunes détenteurs d'un Master2 (BAC+5) avec mention Bien ;
- Avoir une expérience opérationnelle demandée dans la banque
- Avoir des connaissances des techniques d'analyse mathématique, des états financiers, de la comptabilité bancaire, des outils statistiques ;
- Avoir une expertise en matière de risque de contrepartie, de crédit, de marché, opérationnel ;
- Avoir des connaissances de la réglementation bancaire (LCB-FT, Bâle II et III, COSO,...) ;
- Avoir une capacité à utiliser des modèles mathématiques ;
- Avoir des connaissances des métiers / produits / services bancaires ;
- Avoir la maîtrise du calcul des indicateurs de risque de taux et de liquidité ;
- Avoir une vision transversale métier ;
- Savoir Identifier les risques et les évaluer: risques de crédit, de marché, opérationnels etc ;
- Savoir mesurer les risques notamment par la mise en place d'outils d'évaluation, la réalisation d'études afin de déterminer les réalisations risques / rentabilité ;
- Savoir analyser et apporter les modifications aux procédures existantes et/ou en proposer de ;
- Connaitre les nouvelles procédures afin de protéger la banque des risques ;
- Savoir Mettre en place un dispositif d'alertes et une procédure de gestion des incidents ;

- Pouvoir Apporter son expertise sur les dossiers complexes ;
- Savoir réaliser des reporting afin de garantir le suivi des opérations bancaires ;
- Savoir mettre en œuvre le plan de continuité en cas d'incidents ;
- Savoir déterminer et suivre les plans d'action ;
- Avoir la maîtrise Excel / Word / Power Point / Access VBA ;
- Avoir la maîtrise du Logiciels d'analyse financière ex: ANADEFI ;
- Avoir la maîtrise du Logiciels SAS, Business Objects ;
- Avoir la maîtrise des Systèmes d'information de gestion des risques (SIGR) ;
- Etre Réactive ;
- Etre rigoureux ;
- Avoir une capacité de structuration et de restitution de l'information et d'analyse (esprit de synthèse) ;
- Avoir des Qualités de pédagogie ;
- Avoir la capacité à travailler en équipe ;
- Avoir le goût des chiffres ;
- Avoir de bonnes Qualités relationnelles ;

#### COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante au plus tard 24 Octobre 2018 en précisant le poste à pourvoir dans l'objet: [recrutement.talent@yahoo.com](mailto:recrutement.talent@yahoo.com).

**NB :** seuls les candidats (es) résidents à Brazzaville seront présélectionné (es) et convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

## AVIS DE RECRUTEMENT

### Une institution financière de la place recherche un informaticien expérimenté.

#### PROFIL RECHERCHE :

- Avoir un Bac + 4 ou 5 en informatique
- Avoir un diplôme professionnel d'un Institut en informatique ou d'une école d'ingénieurs ;
- Avoir au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le métier ;
- Avoir des connaissances sur les systèmes de moyens de paiements ;
- Avoir une expertise en matière de gestion de base de données ;
- Bonne maîtrise des instructions SQL ;
- Avoir des connaissances sur Windows server (version 2008, 2012, ...)
- Avoir des connaissances de la réglementation bancaire (sur le plan de continuité des activités, ... ;
- Avoir une capacité à travailler sur Amplitude ;
- Avoir des connaissances des métiers / produits / services bancaires ;
- Avoir une vision transversale métier ;
- Savoir Identifier les risques informatiques et les évaluer ;
- Savoir rédiger les procédures ;
- Etre Réactive ;
- Etre rigoureux ;
- Avoir une capacité de structuration et de restitution de l'information et d'analyse (esprit de synthèse) ;
- Avoir des Qualités de pédagogie ;
- Avoir la capacité à travailler en équipe ;
- Avoir le goût des chiffres ;
- Avoir de bonnes Qualités relationnelles ;
- Bonne maîtrise de l'Anglais et du Mandarin.

#### COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Attestation de l'employeur
- Casier judiciaire
- Certificat de Nationalité

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante au plus tard 24 Octobre 2018 en précisant le poste à pourvoir dans l'objet: [recrutement.talent@yahoo.com](mailto:recrutement.talent@yahoo.com).

**NB :** seuls les candidats (es) résidents à Brazzaville seront présélectionné (es) et convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

## AVIS DE RECRUTEMENT

### Une institution financière de la place recherche un (1) juriste à Brazzaville.

#### PROFIL RECHERCHE :

- Avoir un Bac + 4 ou 5 (école de commerce ou université) en droit des affaires, droit privé, droit bancaire, etc. Des notions de fiscalité et des études en droit OHADA seraient un plus.
- Avoir au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans le métier, exception faite pour les jeunes détenteurs d'un Master2 (BAC+5) avec mention Bien ;
- Avoir des connaissances de la réglementation bancaire (LCB-FT, Bâle II et III, COSO,...) ;
- Avoir des connaissances des métiers / produits / services bancaires ;
- Avoir une vision transversale métier ;
- Avoir une expertise en veille juridique et fiscale ;
- Etre au fait de toutes les réformes du droit OHADA ;
- Savoir traiter des dossiers de saisies, successions ;
- Savoir analyser un dossier de crédit ;
- Savoir émettre un avis juridique ;
- Avoir la maîtrise Excel / Word / Power Point / AMPLITUDE
- Etre Réactif ;
- Etre rigoureux ;
- Avoir une bonne orthographe ;
- Avoir une capacité d'organisation, de structuration et de restitution de l'information et d'analyse (esprit de synthèse) ;
- Avoir la capacité à travailler en équipe ;
- Avoir le goût de l'excellence ;
- Avoir de bonnes Qualités relationnelles ;

#### COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante au plus tard 24 Octobre 2018 en précisant le poste à pourvoir dans l'objet: [recrutement.talent@yahoo.com](mailto:recrutement.talent@yahoo.com).

**NB :** seuls les candidats (es) résidents à Brazzaville seront présélectionné (es) et convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

### APPEL A CANDIDATURE POUR LE POSTE DE SECRETAIRE PERMANENT ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - CONGO

L'Association Professionnelle des Etablissements de Crédit du Congo (APEC-CONGO) est une Association à but non lucratif qui a été créée suivant la réglementation bancaire dans la zone CEMAC entre tous les Etablissements de Crédit installés en République du Congo. Dans le cadre du renforcement de sa structure, l'APEC-CONGO lance un appel à candidature pour le recrutement d'un Secrétaire permanent.

#### Missions et responsabilités :

Le Secrétaire permanent assurera la gestion administrative, comptable et financière de l'APEC. A ce titre, il sera chargé des attributions suivantes:

- Veiller à la mise en place et au respect du dispositif formel réglementaire de l'APEC (Règlement intérieur, Manuel de déontologie, Manuel d'organisation, Manuel de procédures...);
- Préparer le calendrier de session de réunion, assurer leur bon déroulement, et veiller sur leur conformité (émargement, quorum, cooptation...);
- Participer aux réunions du Bureau Exécutif et de l'Assemblée Plénière, rédiger les convocations, les procès-verbaux des sessions et tenir les registres spéciaux;
- Engager les dépenses dans la limite du budget voté et selon les procédures en vigueur;
- Veiller au renforcement, à la visibilité et à la notoriété de l'APEC-CONGO;
- Représenter l'APEC dans ses relations avec les tiers et avec les institutions publiques, privées, nationales et régionales;
- Tenir à jour le fichier des membres, ainsi

que les documents et archives nécessaires au fonctionnement et à l'administration de l'Association;

- S'acquitter de toutes les autres tâches qui lui seront confiées par le Bureau Exécutif.

#### Profil recherché :

- Etre titulaire minimum d'un Bac + 4;
- Etre un professionnel du secteur bancaire et financier (au moins 10 ans d'expérience et avoir occupé des fonctions d'encadrement supérieur au sein d'établissement de crédit;
- Posséder de solides compétences administratives, financières et juridiques en rapport avec le climat bancaire et avoir de solides connaissances de l'environnement économique et financier du pays et de la sous-région;
- Avoir une réelle capacité d'organisation et d'animation d'une structure professionnelle;
- Avoir un esprit de synthèse et des capacités rédactionnelle et de reporting;
- Disposer de bonnes aptitudes à la communication orale et écrite.

Si vous êtes intéressé par cet appel à candidature, merci de nous envoyer votre dossier composé de votre lettre de motivation et un curriculum vitae au plus tard le 25 octobre 2018 par l'adresse :

apec.congo@yahoo.com

Seuls les candidats sélectionnés seront informés de la suite réservée à leurs dossiers.

Le Président de l'APEC-CONGO

### PROGRAMME DES OBSÈQUES DE PIERRE SCREVE NANITELAMIO

Samedi 20 octobre 2018

- 9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
- 10h00 : recueillement au domicile familial n°111, rue Père Drea à Bacongo ;
- 12h00 : messe de requiem en la paroisse protestante de Météo Moudimba ;
- 14h00 : départ pour le cimetière familial à Mbouono (Madibou) ;
- 16h00 : fin de cérémonie.



### NÉCROLOGIE

Les familles Ndinga, Ngania, Adouadjo, Dionysia Dzika et les enfants ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances le décès de leur fils, frère, oncle et père, Edmond Dzika (Ancien) colonel des Douanes à la retraite, le 7 octobre 2018 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à son domicile à Massengo, (arrêt marché ; suivre la grande avenue du lavage en face du PSP). La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente:** Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)

**Des :** Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :** Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h  
SAMEDI 9 h - 13 h



## KENYA

## Le président promet de maintenir ses troupes en Somalie

Uhuru Kenyatta a déclaré, le 14 octobre, que les soldats kényans poursuivraient leur mission jusqu'à ce que la paix et la stabilité soient restaurées dans ce pays de la Corne de l'Afrique.

Le chef de l'Etat kényan a promis qu'il ne retirerait pas les soldats des Forces de défense kényanes (FDK) de Somalie avant le rétablissement de la paix et de la stabilité. « Les troupes sont arrivées en Somalie en 2011. Nous continuerons à maintenir notre présence dans le pays jusqu'à la restauration de la sécurité totale », a-t-il déclaré au cours de la 7<sup>e</sup> Journée des FDK dans le comté de Nakuru, où il a déposé une couronne devant le monument aux héros morts. « De ce fait, nous maintiendrons notre présence en Somalie dans le cadre de l'Amisom pour atteindre nos objectifs de sécurité et ceux de

la communauté internationale, notamment la restauration de la paix et de la stabilité en Somalie », a-t-il ajouté.

La Journée des FDK est dédiée aux héroïnes et héros kényans morts pour la défense et la protection de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la paix et de la liberté du pays.

Uhuru Kenyatta a fait savoir que les Kényans étaient fiers et reconnaissants du rôle dynamique joué par les FDK dans le déroulement des opérations de sécurité et la mise en œuvre d'initiatives de paix dans la région, notamment dans la lutte antiterroriste, un défi qui continue à semer la peur et le

désespoir parmi les populations. Le groupe d'activistes islamiste des shebab, qui cherche à renverser le gouvernement somalien soutenu par la communauté internationale, a également lancé des attaques contre le Kenya, qui a déployé des troupes pour rejoindre l'Amisom.

« Notre région continue à faire face aux importants défis sécuritaires que présentent les réseaux terroristes qui émergent et fleurissent en profitant des zones non gouvernées de la Corne de l'Afrique », a ajouté Uhuru Kenyatta.

Il a appelé les soldats kényans à se consacrer à la protection des êtres humains, à rester unis et à garder leur intégrité et leur responsabilité.

Xinhua

## Centrafrique : Paris veut le renforcement de l'action de l'Union européenne

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean Yves Le Drian, a plaidé pour un renforcement de l'action de l'Union européenne (UE) aux côtés de l'Union africaine (UA), des pays de la région et de l'ONU, en faveur de la stabilisation et de la restauration de l'autorité de l'Etat.

Pour lui, ce renforcement passe en particulier par un soutien aux forces de sécurité intérieure centrafricaines en complément du soutien de l'UE aux forces armées centrafricaines par le biais de la mission EUTM RCA. Il a également défendu la mobilisation de tous les partenaires européens en vue d'aider la Centrafrique.

## G5 SAHEL

## Les Etats-Unis revoient leur contribution à la hausse

Les Etats-Unis promettent d'augmenter leur appui financier à la force du G5 Sahel, initialement prévu à soixante millions de dollars.

Alors qu'ils avaient promis d'appuyer la force conjointe du G5 Sahel d'un montant de soixante millions de dollars, les Etats-Unis ont décidé de revoir de manière significative leur contribution à la hausse, a soutenu la ministre française des Armées, Florence Parly, lors d'une récente conférence conjointe avec son homologue américain, Jim Mattis, en visite à Paris.

Une annonce qui n'a pas manqué de réjouir les autorités des pays du Sahel qui, chaque jour, élaborent différentes stratégies pour en finir avec les groupes terroristes qui gangrènent l'ensemble de la région. « Nous apprécions beaucoup cet appui. Ça va beaucoup nous aider dans cette lutte contre le terrorisme. La force a reçu, depuis son lancement, des promesses de financement d'un montant de quatre cent vingt millions d'euros par des donateurs internationaux. Nous souhaitons que ces fonds arrivent rapidement pour permettre à cette force de bien jouer son rôle dans la lutte contre le terrorisme », a affirmé une source, lors de la réunion des experts de la plateforme des femmes du G5 Sahel à Niamey.

Par ailleurs, au-delà de cet appui des Etats-Unis et des autres donateurs, les pays du G5 Sahel continuent de plaider pour que la force conjointe soit placée au chapitre 7 de la Charte des Nations unies. Ce qui permettra, entre autres, de régler le problème de son financement de façon pérenne. Mais pour l'instant, cette doléance des chefs d'Etat du G5 Sahel n'a pas obtenu un écho favorable auprès des instances de cette organisation internationale. Pour rappel, la force conjointe a été lancée en 2017 par le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, pour lutter contre les groupes terroristes qui essaient dans l'ensemble du Sahel.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

## CORNE DE L'AFRIQUE

## L'Érythrée et l'Éthiopie engagées pour une paix durable dans la région

Arrivés le 17 octobre à Mogadiscio, les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Osman Saleh et Workneh Gebeyehu, ont rencontré leur homologue somalien, Ahmed Isse Awad, en vue de préparer une réunion qui regrouperait les dirigeants de leurs pays respectifs.

Les ministres des Affaires étrangères somalien, éthiopien et érythréen devraient sceller, lors de leur rencontre, le pacte de coexistence pacifique dans une sous-région souvent en proie à des altercations inter-États à cause, entre autres, de litiges frontaliers.

Si la date de la réunion des chefs d'Etat n'est pas encore connue, le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, et le président érythréen, Isaias Afwerki, devraient arriver sous peu dans la capitale somalienne. C'est la deuxième fois que les trois patrons de la diplomatie de ces pays se rencontrent après les retrouvailles de début septembre dernier à Asmara. Dans la capitale érythréenne, ils avaient conclu un accord axé sur le renforcement des relations entre leurs pays respectifs.

Le trio a ensuite été délégué à Djibouti pour une mission de médiation entre l'Érythrée et Djibouti qui entretiennent depuis plus d'une décennie des relations plus que tendues. Et au lendemain de cette mission, le président érythréen, Isaias Afwerki, et le chef de l'Etat djiboutien, Ismaïl Omar Guelleh, se sont rencontrés sous les auspices du roi d'Arabie saoudite pour tenter de dissiper leurs différends. Selon des observateurs, les deux pays semblent sur la bonne voie quant à la normalisation de leurs relations.

Comme quoi, la Somalie, l'Érythrée et l'Éthiopie forment désormais un véritable trio diplomatique qui se veut solidaire, tel à la 73<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations unies à New York, lorsqu'ils ont unanimement plaidé pour l'abandon des sanctions contre l'Érythrée.

Yvette Reine Nzaba

INSTITUT FRANÇAIS

SAMEDI 20  
OCTOBRE - 19H00  
À L'IFC EX CCF

DJOSON  
PHILOSOPHE  
& Super  
Nkolo MBOKA

EN CONCERT // ENTRÉE : 2000 F CFA

LEW DÉPÊCHES TOU DRACZAVILLE  
AIRFRANCE  
VOX TV  
ragec

# MUCO EXPRESS, transfert d'argent le plus proche de vous !



Au taux de  
**1%**

PROMOTION  
**0%**  
jusqu'au  
31 octobre 2018



Encore plus proche de vous !

## SÃO TOMÉ ET PRINCIPE

## La CEEAC s'imprègne de la crise postélectorale

Le chef de l'Etat gabonais, Ali Bongo Ondimba, président en exercice de la communauté sous-régionale, a dépêché dans le pays, le 16 octobre, Ahmad Allam-mi pour s'informer de la situation qui y prévaut après des élections législatives, locales et régionales.

La crise postélectorale à Sao Tomé et Príncipe est, en effet, sur le point de se transformer en une crise politique et sociale, avec les partis de l'opposition et de la majorité qui réclament chacun la victoire aux élections générales du 7 octobre.

Devant le président santoméen, Evaristo Carvalho, le secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Ahmad Allam-mi, a déclaré : « Je suis porteur d'un message de votre homologue et frère du Gabon, en sa qualité de président en exercice de notre organisation sous-régionale, la CEEAC, et suis venu m'imprégner de la situation postélectorale, afin de lui rendre compte à mon retour... ».

Après avoir reçu le message du président en exercice de la CEEAC, le chef de l'Etat saotoméen s'est félicité de la promptitude avec laquelle son homologue du Gabon, Ali Bongo Ondimba, a réagi. Une preuve

du souci constant qui anime les dirigeants de la communauté en vue d'étouffer dans l'œuf toute velléité de violence pouvant arriver à la suite d'un scrutin.

En outre, le président Evaristo Carvalho s'est dit disposé à rechercher par tous les moyens les solutions pacifiques à cette contestation. Le chef de l'Etat santoméen a retracé le déroulement de tout le processus électoral et les contestations de certains résultats qui en ont découlé, se félicitant par la même occasion de l'implication de la CEEAC, des Nations unies et de l'implication des anciens chefs d'Etat, Manuel Pinto da Costa et Miguel Trovoada, dans ce processus.

Par ailleurs, le secrétaire général de la CEEAC a échangé longuement avec le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, chef du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale, Lounçény Fall, avant d'être reçu à la Cour constitutionnelle.



### Le pays au bord du chaos à la suite des élections

Contrairement aux déclarations unilatérales de victoire des deux camps, les résultats provisoires du scrutin permettent à l'opposition de gouverner, conformément à la Constitution. Récemment, la juge Natacha Amado Vaza a présenté à la Cour constitutionnelle sa démission du poste de présidente du bureau de

Le chef de l'Etat gabonais, Ali Bongo Ondimba dépouillement du district de Água Grande, suite aux accusations de fraudes concernant le décompte des voix. A la polémique l'impliquant, s'en sont suivies des émeutes, au soir du 8 octobre, au cours desquelles la voiture de la juge a été brûlée devant la représentation de la Commission électorale du district de Água Grande.

Dans un communiqué, la juge a rappelé que sa participation

aux travaux est une pratique qui se fait à tous les processus électoraux et qu'il « n'y a eu aucune tentative de fraude électorale ». Selon le même communiqué, tous les travaux effectués se déroulent en présence des observateurs de la Communauté des pays de langue portugaise. La juge a indiqué qu'elle démissionnait de la Cour constitutionnelle « pour éviter toute suspicion de fraude » la concernant.

Entre-temps, le parti de l'Action démocratique indépendante (ADI, au pouvoir), qui a obtenu à la majorité simple vingt-cinq députés, d'après les résultats provisoires de la Commission électorale nationale, a organisé, vendredi dernier, une manifestation pacifique pour appeler à la paix à São Tomé et Príncipe. La veille, le Premier ministre sortant, Patrice Trovoada, avait déclaré lors d'un entretien publié par la presse publique que l'ADI « gouvernera d'une main forte jusqu'au bout ».

Yvette Reine Nzaba

**ACTUELLEMENT EN VENTE À LA** 

**200 FCFA**



+242 06 700 0900  
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr  
www.lesdepechesdebrazzaville.fr

**OFFRE SPÉCIALE PETITES ANNONCES 25 000FCFA**

DANS 



Voeux d'anniversaire  
Carnet rose  
VOEUX DE MARIAGE  
ouverture boutique  
IMMOBILIER  
OFFRE D'EMPLOIS  
EVENEMENTIEL  
Promotions produits  
SERVICES ...

**Du 15 au 15**  
Octobre Novembre

Call +242 06 700 0900

regie@lesdepechesdebrazzaville.fr  
www.lesdepechesdebrazzaville.fr

## INDE

## Quatre-vingts cas de virus Zika détectés

Le pays est frappé actuellement par l'épidémie déclarée « urgence de santé publique » par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et qui avait affolé la planète en 2015-2016.

Les autorités indiennes ont annoncé, le 17 octobre, avoir enregistré quatre-vingts cas confirmés de virus Zika, dont vingt-deux femmes enceintes, depuis le mois dernier dans l'État du Rajasthan, à l'ouest du pays. Le ministère de la Santé du Rajasthan a recommandé aux femmes enceintes de rester à l'extérieur de la principale zone touchée. Une vaste opération pour détecter et tuer les larves de moustiques a été mise en place et soixante-quatre mille foyers ont été placés sous quarantaine.

Les autorités sanitaires ont aussi communiqué sur le sort des personnes infectées, indiquant que « quarante-cinq patients sur un total de soixante sont en bonne santé après un premier traitement ».

L'Inde, où le moustique *Aedes aegypti*, principal vecteur de transmission, est très répandu, avait recensé le premier cas de Zika en janvier 2017, dans l'État voisin du Gujarat, et le second dans le district de Krishnagiri au Tamil Nadu, six mois plus tard. La maladie est sous haute surveillance



dans ce pays, bien qu'elle ne soit plus une « urgence de santé publique de portée mondiale », selon les termes de l'OMS, le 18 novembre 2016.

Depuis l'épidémie à grande échelle de Zika en 2015, plus de 1,5 million de personnes dans plus de soixante-dix pays ont été infectées par le virus, principalement en Amérique du sud. Dans de rares cas, la contamination de femmes enceintes par le Zika a abouti à la naissance d'enfants atteints de microcéphalie.

À Jaipur, capitale du Rajasthan, trois cent trente équipes spéciales sillonnent la ville pour combattre les moustiques par des sprays et fumi-

gations. Dans un communiqué, le ministre de la Santé, J P Nadda, a déclaré que « la sensibilisation est vitale dans le contrôle des maladies à transmission vectorielle. Tout sera fait pour informer les gens ».

#### 1,5 million de Brésiliens infectés

Le Zika est particulièrement nocif pour les femmes enceintes car il peut passer de la mère au fœtus et entraîner une microcéphalie, une malformation congénitale du cerveau irréversible qui se présente physiquement par une tête beaucoup plus petite chez le nouveau-né. En infectant le fœtus in utero, il peut aussi provoquer la mort de l'embryon. Au

Brésil, sur 1,5 million de personnes infectées depuis 2015, plus de six cents cas de microcéphalie ont été confirmés.

Dans l'Union européenne, le réseau de surveillance a confirmé 2 133 cas de virus Zika dans vingt et un pays, entre juin 2015 et mars 2017. La plupart des individus ont été infectés en voyageant dans les Caraïbes, majoritairement en Guadeloupe et en Martinique. Ce qui explique qu'avec 1 141 cas, la France a été le pays ayant le plus grand nombre de cas détectés.

Le virus du Zika reste inquiétant au Brésil. En juillet, Gustavo Correa Matta, spécialiste de la prestigieuse Fondation Oswaldo Cruz (Fiocruz), indiquait que l'épidémie n'était pas terminée dans son pays.

Apparu pour la première fois en Ouganda en 1947, ce virus est transmis par le moustique *aedes aegypti*. Il provoque de fortes fièvres, des douleurs musculaires et articulaires ainsi que d'autres symptômes relativement bénins, comme de la conjonctivite et des éruptions cutanées.

A en croire l'OMS, aucun vaccin ne sera vraisemblablement pas disponible contre cette maladie avant 2020.

Yvette Reine Nzaba

## TROUBLES AUX COMORES

## L'UA et l'ONU appellent les protagonistes à la reprise du dialogue

Après les affrontements qui ont opposé l'armée de l'archipel aux opposants au régime du président Azali Assoumani dans l'île d'Anjouan, les deux organisations ont demandé, le 17 octobre, aux parties concernées de surmonter les problèmes qui les divisent.

Dans sa réaction sur la situation, le président de la Commission de l'organisation panafricaine a dit qu'il suivait « avec préoccupation les développements en cours dans l'île autonome d'Anjouan », exhortant toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue ». La Commission « déplore la suspension, depuis le 2 octobre 2018, du dialogue intercomorien » et « souligne, encore une fois, la nécessité et l'urgence de mesures d'apaisement de nature à faciliter le règlement de la crise », a ajouté l'Union africaine (UA) dans un communiqué.

De son côté, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé « au calme » aux Comores, au lendemain d'affrontements entre l'armée comorienne et des opposants au régime de ce pays. Dans un communiqué, le secrétaire général « exprime sa préoccupation face aux informations faisant état de tensions accrues sur l'île d'Anjouan et appelle toutes les parties concernées à faire preuve de calme et de retenue dans l'intérêt de la paix et de la stabilité aux Comores ». Il « exhorte tous les acteurs politiques comoriens à reprendre le dialogue inter-comorien entamé sous la facilitation du haut représentant de l'Union

africaine, Ramtane Lamamra ». Le chef de l'ONU « demande au gouvernement, aux partis politiques et aux organisations de la société civile de mettre en œuvre les mesures d'apaisement convenues, en appui à un processus de dialogue inclusif », conclut son communiqué.

Sur fond de vives tensions politiques depuis des mois, des incidents ont éclaté le 15 octobre lorsque des protestataires ont érigé des barrages dans plusieurs rues et autour de Mutsamudu, la capitale de l'île, considérée comme un fief de l'opposition à Anjouan. Des affrontements à l'arme automatique ont fait au moins un mort et plusieurs blessés. Les forces de sécurité ont difficilement repris le contrôle des ruelles de la médina, ont indiqué des témoins. Un couvre-feu nocturne a été imposé. Une coalition de six partis, « *Amani y'a Comores* », avait alors estimé dans un communiqué que « cette situation était l'aboutissement prévisible des mesures d'intimidation » et du « bafouement sans précédent des libertés démocratiques (par le) régime d'Azali Assoumani ».

Le climat politique s'est singulièrement dégradé aux Comores depuis le référendum constitutionnel du 30 juillet dernier. Ce scrutin aux allures de plébiscite (92,74% de oui) a renforcé les pouvoirs du président Azali Assoumani, notamment en l'autorisant à accomplir deux mandats successifs au lieu d'un. Les adversaires du chef de l'État ont boycotté ce scrutin, qualifié de « mascarade », et traitant son régime de « république bananière ».

Nestor N'Gampoula

## PAUVRETÉ

## Près de la moitié de la population mondiale vit avec moins de 5,5 dollars par jour

La Banque mondiale a rendu public, le 17 octobre, un rapport sur la pauvreté dans lequel elle signale qu'en Afrique subsaharienne, 84,5% de la population sont concernés par la situation, en ce sens qu'ils ne dépassent pas le faible montant.

Dans la région subsaharienne, la situation s'explique, entre autres, au fait qu'un tiers des pays a enregistré une baisse des revenus des 40% de population les plus pauvres. Pour ce qui est de l'Asie de l'est et Pacifique est, l'une de celles qui a enregistré le meilleur partage de la prospérité, les revenus des 40% de population les plus pauvres ont ainsi progressé en moyenne de 4,7% entre 2010 et 2015. Le rapport passe également en revue la situation au Moyen-Orient et en Afrique du nord. Selon le texte, bien que le nombre d'habitants dans ces régions ayant moins de 1,90 dollar par jour pour vivre ait augmenté, « les niveaux d'extrême pauvreté sont restés bas ». Il précise que ces deux parties du monde comptaient davantage de personnes vivant avec moins de 5,50 dollars par jour en 2015 qu'en 1990. S'agissant des Etats-Unis, la Banque mondiale, qui consacre ses recherches aux pays pauvres ou à faibles revenus, a relevé que dans ce pays, quelque 3,7 millions de personnes vivaient en 2015 dans une extrême pauvreté, soit 1,2% de la population.

Pour l'institution, si l'extrême pauvreté a reculé, il est déplorable de constater que près de la moitié de la population mondiale vit encore avec moins de 5,5 dollars par jour. « Les progrès économiques mondiaux ont permis de réduire le nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté mais près de la moitié des habitants de la planète, soit 3,4 milliards d'individus, restent confrontés à de grandes difficultés pour satisfaire leurs besoins élémentaires », souligne le rapport.

S'appuyant sur la base des données les plus récentes, la Banque mondiale illustre le vocable de l'extrême pauvreté par le nombre de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour. « La pauvreté est globalement tombée à 46% en 2015 contre 67% en 1990. Et l'extrême pauvreté est tombée à 10% en 2015 contre environ 30% en 1990 », précisent les auteurs de l'étude.

L'institution a indiqué que malgré la croissance économique, une part beaucoup plus importante des pauvres du monde vit aujourd'hui dans des pays plus prospères. « C'est pourquoi, il est indispensable de disposer de seuils supplémentaires et d'avoir une compréhension plus fine de la pauvreté pour pouvoir mieux la combattre », estime la Banque mondiale.

N.N'G.

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## L'Artemisia pourrait être cultivé à grande échelle au Congo

Le ministre de tutelle, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, après avoir visité une pépinière de la plante de base servant à la fabrication des produits contre le paludisme, a pensé qu'il était possible de la produire en abondance dans le pays.

pour que les Congolais puissent fabriquer les produits contre le paludisme eux-mêmes », a-t-il espéré.

Antoine Ndebokolo voudrait

plante et de servir de support.

Directeur de l'économie et des marchés à l'Agence de régulation des postes et communications électroniques, Antoine Ndeboko-

cette plante semble être maîtrisée dans un premier temps par le CPLAgroforestVetiM. Toutefois, un travail important reste à faire en ce qui concerne sa production à grande échelle. Il s'agit, entre autres, du test de provenance, des essais multisites, de l'évaluation de la productivité, de la teneur en artémisinine et du processus de transformation, notamment le dosage du principe actif et le test clinique.

Ainsi, les futures études à mener sur cette plante devront impliquer les différents centres scientifiques du Congo, à savoir l'IRSSA, IRA, IRSEN, IRF et Anvar. D'après le communiqué de presse du ministère, le CPLAgroforestVetiM attend du gouvernement l'expertise scientifique concernant le protocole permettant la culture à grande échelle, le processus de transformation de l'Artemisia annua, la recherche du marché au niveau national ainsi qu'un appui financier et technique

Notons que c'est le laboratoire de la Société de recherche et de technologies pharmaceutiques, en construction à la cité scientifique de Brazzaville, qui est chargé de l'extraction, la fabrication des antipaludiques et la création de plantations de l'artémisia.

**Parfait Wilfried Douniama**



Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou visitant la pépinière/DR

Le 13 octobre, le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique s'est rendu à Mantsimou, dans le huitième arrondissement de Brazzaville, Madibou, où il a visité la pépinière d'Antoine Ndebokolo, l'un des pionniers dans la culture de l'Artemisia au Congo. Martin Parfait Coussoud Mavoungou a effectué sa descente sur les lieux pour voir dans quelle mesure les Congolais peuvent cultiver à grande échelle

cette plante, indispensable dans le traitement du paludisme. Encouragé par cette présence du ministre, Antoine Ndebokolo en a profité afin de souligner les vertus de cette plante utilisée dans des laboratoires pour fabriquer des médicaments contre le paludisme. Aussi a-t-il appelé ses compatriotes à s'approprier la culture de l'Artemisia. « Le ministre va certainement promouvoir la culture de cette plante

s'associer aux scientifiques de l'Institut national de recherche agronomique et ceux de l'Institut national de recherche forestière (IRF) dans le but de déterminer la teneur de l'artémisinine dans l'artémisia; l'artémisinine étant la molécule qui soigne le paludisme. Il a également rappelé qu'il était possible de le consommer sous forme de salade puis soigner le paludisme, tout en se disant disposé à étendre la culture de cette

lo a fait savoir au ministre que le Club pour le développement de l'agroforesterie (CPLAgroforestVetiM), présidé par Raphael Zanga, réalise également la culture maraîchère d'Artemisia annua à petite échelle (moins d'un hectare) à Sibiti, dans le département de la Lékoumou.

Selon les scientifiques de l'IRF, l'itinéraire technique de production artisanale de

## CHAMBRE DE COMMERCE DE BRAZZAVILLE

## Le centre de formation professionnelle lance ses activités

Une journée porte ouverte a été initiée, le 13 octobre à Brazzaville, au cours de laquelle les responsables du centre de perfectionnement, les parents et élèves ont pu échanger sur les filières professionnelles, les moyens d'y participer et les mesures disciplinaires.

Créé au même moment que la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Brazzaville, le centre forme les jeunes étudiants dans des filières de transport et logistique, de réseau et télécommunication, de l'hôtellerie ainsi que dans le droit commun de gestion. L'établissement délivre des diplômes de BTS et de licence reconnus par l'Etat.

La journée d'information a été organisée, selon le responsable du centre, Serge Dominique Ngassaki, afin de sensibiliser le plus grand nombre de jeunes et leurs parents à l'importance de la

formation professionnelle et ce, afin d'intéresser un nombre important des jeunes à opter pour les filières professionnelles énumérées.

En plus, cette journée tendait à faire connaître les efforts consentis par la Chambre de commerce consulaire de Brazzaville pour la promotion de la formation professionnelle. Elle offre aux candidats la possibilité d'être compétitifs sur le marché de



l'emploi et de valoriser les expériences réussies. « La formation a débuté depuis le 15 octobre. La

rentrée de cette année est placée sous l'auspice de la réussite sur tous les plans », a lancé Serge Dominique

Les participants à la journée porte ouverte/Adiac Ngassaki, insistant sur l'esprit entrepreneurial des jeunes.

**Fiacre Kombo**

## COOPÉRATION AGRICOLE

## Une mission d'experts onusiens séjourne à Brazzaville

Conduite par le directeur Afrique du Fonds international pour le développement agricole (Fida), Martin Lissandro, la délégation est venue évaluer les efforts fournis par le gouvernement congolais pour booster le monde rural.

Au cours de la mission, la délégation échangera avec le Premier ministre, Clément Mouamba, puis avec le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, ensuite avec celui des Finances et du budget.

Ces rencontres sont censées renouer le dialogue entre l'institution spécialisée du système des Nations unies et les autorités du pays.

Dans un communiqué publié le 16 octobre, à Brazzaville, la coordination du Programme d'appui au développement des filières agricoles situe l'agenda des experts onusiens. « La mission de haut niveau du Fida va évaluer les efforts consentis par le Congo sur le renforcement de la coopé-



Martin Lissandro

ration entre les deux parties en vue de la relance des activités du Padej, en cours d'achèvement, et du Programme de développement de la pêche et de l'aquaculture continentale (PD-PAC), en cours de démarrage », précise le communiqué.

« La mission de haut niveau du Fida va évaluer les efforts consentis par le Congo sur le renforcement de la coopération entre les deux parties en vue de la relance des activités du Padej, en cours d'achèvement, et du Programme de développement de la pêche et de l'aquaculture continentale (PD-PAC), en cours de démarrage »

En effet, le gouvernement congolais a choisi de moderniser son agriculture et compte sur ses partenaires du Fida, afin de contribuer à la lutte contre la faim et la pauvreté rurale. D'après la même source, le directeur régional de l'Afrique de l'ouest et du centre plaidera pour la consolidation des acquis du Padej et l'opérationnalisation du PD-PAC.

« Il partagera au gouvernement la perspective de nouvelles possibilités de partenariat stratégique avec la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale », a-t-on appris.

À noter que le Padej et le PD-PAC sont une émanation du programme d'options stratégiques pays 2010 - 2014, signé entre le Fida et le gouvernement. Il visait à améliorer durablement la sécurité alimentaire ; les revenus des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs ; à créer des emplois durables pour les ruraux, les jeunes et les femmes.

À noter que le Padej et le PD-PAC sont une émanation du programme d'options stratégiques pays 2010 - 2014, signé entre le Fida et le gouvernement. Il visait à améliorer durablement la sécurité alimentaire ; les revenus des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs ; à créer des emplois durables pour les ruraux, les jeunes et les femmes.

Fiacre Kombo

## EDUCATION

## Le gouvernement entend reconstruire l'Ecole nationale de Mouyondzi

Le ministre de l'Enseignement primaire, seconde et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a indiqué récemment qu'un protocole d'accord a été signé avec la Fondation Congo Assistance pour réhabiliter l'établissement qui forme des enseignants.



École 31 juillet de Mouyondzi. (Photo DR)

Soucieux du fait que la formation des enseignants au niveau de l'Ecole normale supérieure (ENS) et des écoles nationales d'instituteurs (ENI) ne comble plus les attentes comme par le passé, le gouvernement envisage de réhabiliter l'Ecole nationale de Mouyondzi, dans le département de la Bouenza. Le but étant, entre autres, de redonner à cet établissement sa vocation de structure de formation initiale de recyclage des enseignants.

« La réhabilitation de cette structure qui a formé pendant des décennies des promotions successives d'enseignants de qualité, parmi lesquels Mme Antoinette Sassou N'Gusso, qui a fait, d'ailleurs, par cet acte de mécénat son retour au royaume d'enfance, s'inscrit dans le cadre du programme national de valorisation du capital humain et d'amélioration de la qualité de l'éducation », a indiqué le ministre. Il a précisé que le financement de ce projet

a été presque bouclé et le plan architectural était en pleine validation avant d'être présenté à l'ensemble des partenaires.

Anatole Collinet Makosso s'exprimait à l'occasion de la présentation du rapport sur l'analyse de la formation initiale des enseignants du primaire et du secondaire dans les ENI et l'ENS, établi dans le cadre du Projet d'appui à l'amélioration du système éducatif cofinancé par le gouvernement et la Banque mondiale.

Parfait Wilfried Douniama

## CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA RÉGION DES GRANDS LACS

Brazzaville va abriter la 9<sup>e</sup> assemblée plénière du forum

L'annonce a été faite, le 15 octobre, par le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, à l'ouverture de la quatrième session ordinaire dite budgétaire.

Prévue du 4 au 6 décembre prochain, cette 9<sup>e</sup> assemblée plénière réunira les parlements des douze Etats membres de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (FP-CIRGL).

Isidore Mvouba a, à cet effet, invité les parlementaires congolais à apporter leur pierre à l'édifice pour la réussite de cet événement de portée historique. « Notre parlement devra briller de mille feux à cette occasion par son savoir-faire et son apport à la consolidation de la paix dans notre sous-région » a-t-il déclaré.

Rappelons que Brazzaville a abrité, en juillet dernier, la 18<sup>e</sup> session ordinaire du comité exécutif, qui a examiné en priorité la question sécuritaire et humanitaire dans quelques pays de cet espace communautaire confronté à de multiples conflits.

Jean Jacques Koubemba

UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT

[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)

## FOOTBALL

# Le Capace veut créer la communion entre les générations

**Le Collectif des anciens professionnels et amateurs congolais d'Europe (Capace) travaille sur un projet d'organiser, d'ici au mois de juin au Congo, un tournoi international de football qui mettra aux prises les anciens internationaux du collectif et les équipes phares du pays.**

Dans un premier temps, le Capace a sélectionné deux clubs de Brazzaville, les Diables noirs et l'Etoile du Congo, ainsi que des sélections d'Owando et de Pointe-Noire en vue mettre en valeur les différentes installations sportives construites dans le pays. Le but étant de redonner l'espoir aux jeunes générations.

Le Capace qui se veut être un interface entre les nouveaux bureaux de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) et les anciens professionnels et amateurs, n'a pas manqué de saluer l'élection de Jean-Guy Blaise Mayolas à la tête de cette instance et sa vision de réconcilier tous les acteurs du football congolais. Il espère partager leur expérience dans le but d'aider à la redynamisation du football à travers l'équipe nationale.

Son président, Rufin Nsangou, ancien sociétaire d'Interclub, a

expliqué que son association joue aussi un rôle d'organe de conseil dans la gestion des carrières des jeunes footballeurs congolais. « ... c'est-à-dire leur prodiguer des conseils, voire les encadrer dans le choix des agents sportifs lors des signatures de contrats », a-t-il dit. Rufin Nsangou a, cependant, déploré le cas de Fabrice Ondama qui, selon lui, moins encadré, est passé à côté de tous les espoirs placés en lui.

Le Capace se propose aussi d'être un interface entre les parents des jeunes joueurs de la diaspora qui hésitent encore à s'engager pour l'équipe nationale. Le Collectif fait des propositions dans la formation pour permettre au football congolais d'avoir un bon vivier. Il veut, en effet, assurer la planification des entraînements de toutes les catégories des sélections grâce à ses techniciens. Le football féminin demeure aussi une priorité pour ce collectif car son secrétaire général, Francis Makaya, a pris cette année les filles en Allemagne près de Strasbourg. « Nous proposons un cadre de planification des entraîneurs de football suivant chaque catégorie et souhaitons mettre en place, en partenariat avec la Ligue alsacienne de foot-



Rufin Nsangou, président du Collectif Adiac

ball, un centre de perfectionnement technique de football qui s'arrimerait avec l'idée très chère du nouveau président de la Fécofoot, de reconquérir le Centre national de formation de football aujourd'hui géré par le ministère des Sports », a-t-il souligné. Le Capace est basé à Strasbourg? en France. Il a été créé en 2010

par les anciennes gloires, ambassadeurs congolais dans le domaine du football en France et en Allemagne? comme Brice Samba, Yvon Okemba, Fred Nganga, Rock Malonga, Rolf Nguié Mien, Francis Makaya, Tsoumou Mbélé, Younga Mouhani, Rodaleck Miyamou et les autres.

James Golden Eloué

## DIPLOMATIE

## L'ambassadeur de Cuba au Congo arrivé en fin de mission

**Manuel Maria Serrano Acosta est allé faire ses adieux, le 17 octobre, au ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, après quatre ans de service à Brazzaville.**

A l'issue de l'audience, Manuel Maria Serrano Acosta a déclaré : « *La République de Cuba et le Congo ont fortement développé leurs relations dans les secteurs de l'éducation, de la culture et de la coopération militaire ; et par rapport au département de la défense, nous avons abordé des questions relatives au partenariat qui nous lie, notamment en faisant le bilan de celui-ci* ». Et d'ajouter : « *C'est dans ce cadre que nous venons de recevoir quarante-cinq jeunes diplômés dans la formation militaire à Cuba. La coopération qui existe entre les deux pays est excellente. J'ai passé quatre ans, c'était magnifique* ».

Guillaume Ondzé

## VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

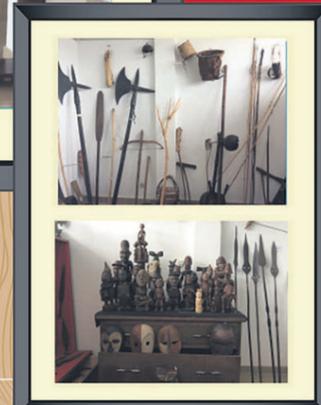
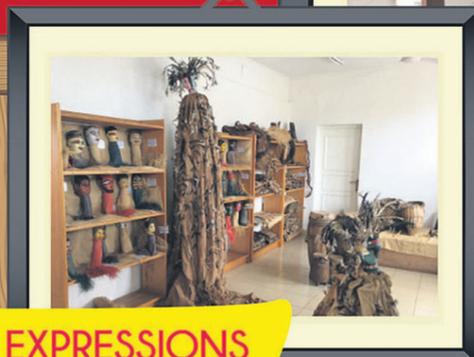
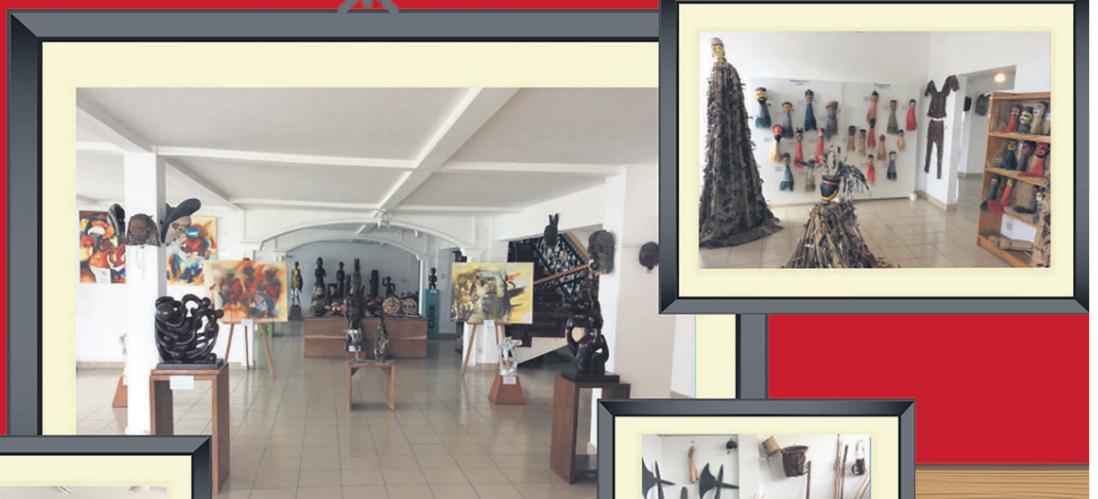
PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée  
du Bassin du Congo

galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition  
à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso  
Immeuble les manguiers - Mpiila  
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville



# Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

[www.adiac.tv](http://www.adiac.tv)

+336 11 40 40 56   info@adiac.tv   84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou  
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

## KOUILOU

## La population de Diosso édiflée sur le projet de la Route de l'esclave de Loango

Le Centre d'études de civilisation Loango (CECL) a restitué, le 16 octobre, la première partie de l'étude de faisabilité qui lui a été confiée par la société pétrolière Total E & P Congo sur l'aménagement de la voie et la restauration de la stèle de Loango.

La restitution s'est faite en présence des conseillers du préfet du Kouilou, des directeurs départementaux concernés par le projet, de François-Luc Macosso, conseiller du chef de l'Etat, patriarche des arts et des lettres du Kouilou et des dignitaires de Bwali. Elle est intervenue après les visites effectuées par les ministres du Tourisme et de l'environnement, Arlette Soudan Nonault, et de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, ainsi que par Salah Khaled, représentant régional de l'Unesco.

Parlant de la première partie de cette étude, Frédéric Pambou du CECL a indiqué a eu pour but d'envisager, avec les parties prenantes institutionnelles et non insti-



La photo de famille après la séance de restitution à Diosso/Adiac

tutionnelles, la définition d'un cadre de gestion et d'un plan d'action de la Route de l'esclave, projet inscrit dans le programme de l'Unesco.

Lors des échanges, les directeurs départementaux du Tourisme, des Loisirs, du Patrimoine ainsi que des

Travaux publics ont manifesté leur soutien au projet qui fait partie du tourisme de mémoire et, à terme, pourrait être inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco. Selon François Luc Macosso, le tourisme est une composante essentielle de l'histoire

d'un pays. C'est ainsi que ce projet permet de ressusciter l'histoire du Congo et de la transmettre. Un point de vue partagé aussi par les ressortissants de Diosso présents à la réunion.

Pour les conseillers socioculturel et politique, représen-

tants le préfet, la préfecture du Kouilou est attachée au projet de la Route de l'esclave. C'est pourquoi, elle lui a affecté un local pour servir de siège non loin de ses locaux. Toutefois, le conseiller politique a émis le vœu que soit mise en place une ONG afin de mobiliser toutes les ressources nécessaires devant concourir à sa réussite.

Les jeunes de la localité, réunis au sein de l'Association des jeunes de Diosso pour le tourisme, ont promis apporter leur concours pour le succès du projet comme ils le font avec le site des Gorges de Diosso, en le rendant attractif par des initiatives récréatives et distractivées. Cependant, ils ont déploré le manque de soutien et d'accompagnement qui anéantit leur volonté.

Signalons que la Route de l'esclave entre Diosso et Loango, longue de 12 km, comprend des panneaux de signalisation, des paillotes, des panneaux descriptifs...

**Hervé Brice Mampouya**

# IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317

✉ [imp.bc@adiac-congo.com](mailto:imp.bc@adiac-congo.com)

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



## EGLISE CATHOLIQUE

# Les diocèses d'Owando et de Paris Saint-Denis désormais liés par un accord de jumelage

A travers le document paraphé, le 14 octobre en France, par l'évêque d'Owando (Congo), Mgr Victor Abagna Mossa, et son homologue de Paris Saint-Denis, Mgr Pascal Delannoy, les deux parties s'engagent, entre autres, à relever un défi : annoncer l'évangile.

Annoncé depuis quelques mois, le jumelage entre les diocèses d'Owando, en République du Congo, et de Paris Saint-Denis, en France, est devenu une réalité. En effet, les deux parties ont mis à profit la messe du 14 octobre, date de solennité de Saint-Denis, évêque et martyr, pour signer leur convention de jumelage. La cérémonie s'est déroulée en présence de l'archevêque de Dakar,



Les évêques de Paris Saint-Denis et d'Owando après la célébration eucharistique et la signature

projets pour ce diocèse. Notons que sur cette convention, on peut lire: « Owando, Saint-Denis, un jumelage, un même défi :

annoncer l'évangile ». Cet accord permettra d'abord un échange entre prêtres et des groupes de jeunes au niveau de la formation

et du savoir. Le but étant de permettre aux jeunes enseignants français de venir passer trois à six mois à Owando, afin de partager leurs compétences.

Le jumelage sera le premier acte officiel entre les deux parties, même si Saint-Denis avait déjà accueilli des prêtres venant du diocèse d'Owando. « La finalité de tout ce que nous allons entreprendre dans ce jumelage à travers des rencontres, des partenariats, des échanges, c'est de nous ouvrir mutuellement à un dynamisme missionnaire, de nous enrichir les uns les autres pour que nous accueillions chacun encore davantage la parole du Christ », indiquait Mgr Pascal Delannoy, après une visite effectuée en juillet 2016, à Owando. Mgr Victor Abagna Mossa soulignait, quant à lui, la portée de ce partenariat. « C'est une chance pour la partie congolaise, parce que dans le jumelage, il y a le partage et une réflexion d'ensemble », se félicitait l'évêque d'Owando, dont le diocèse a célébré les 70 ans de la cathédrale Christ-Roi en novembre 2016.

Parfait Wilfried Douniama

« C'est une chance pour la partie congolaise, parce que dans le jumelage, il y a le partage et une réflexion d'ensemble »

de l'archevêque de Dakar, au Sénégal; de l'évêque du diocèse de DEA, au Cameroun; ainsi que d'une centaine des prêtres ayant pris part à la célébration eucharistique, co-présidée par les évêques de Saint-Denis et d'Owando.

Mgr Victor Abagna Mossa a prêché la parole de Dieu à cette occasion. Il a, par ailleurs, animé au début de la messe une conférence de

presse pour présenter son diocèse qui couvre les deux Cuvettes, situé dans la partie nord du Congo. Il a également dévoilé sa vision et ses

## ELIMINATOIRES CAMEROUN 2019

## Les Diabes rouges se compliquent la tâche

En s'inclinant (1-2) face aux Lone stars du Liberia, le 16 octobre lors de la quatrième journée des éliminatoires de la prochaine Coupe d'Afrique des nations (CAN), le onze national congolais a davantage rendu difficile l'équation de sa qualification.

Les Diabes rouges ont manqué l'occasion d'occuper la deuxième place du groupe G, après leur défaite devant le Liberia.

Au match l'aller, le 11 octobre à domicile, les poulains de Valdo Candido ont pris le dessus

sur les Lone stars (3-1). Une première victoire dans ces éliminatoires qui, du côté sportif congolais, a fait renaître de l'espoir d'un nouveau départ sur la route de la CAN 2019. Malheureusement, au match retour le 16 octobre, le Congo

n'a pas pu rééditer l'exploit à l'extérieur. Les Diabes rouges ont encaissé deux buts en moins de quinze minutes, avant que Vigny Ibara ne réduise le score. 2-1 à la pause en faveur du Liberia, le score n'a pas changé au terme de la rencontre.

A l'issue de cette quatrième journée, le Zimbabwe est en tête du groupe G avec huit

points, suivi de la République démocratique du Congo (RDC) qui en a cinq. Le Congo et le Liberia ont quatre points chacun. Mathématiquement, aucune équipe n'est déjà éliminée. Toutes les formations de ce groupe ont la chance d'obtenir le ticket pour la CAN Cameroun 2019, malgré le léger avantage des deux premiers.

Les Diabes rouges du Congo peuvent notamment se qualifier, pourvu qu'ils remportent leurs deux derniers matchs. La même chose pour le Liberia, le Zimbabwe et la RDC.

### Mission suicide

Troisième du groupe G, le Congo peut, en effet, se qualifier à condition de gagner obligatoirement les deux matchs qui lui restent. Le tout prochain est prévu en novembre face à la RDC. Une confrontation pas comme les autres en raison de la rivalité sportive entre les deux pays. Lors de la manche aller, les Diabes rouges se sont inclinés (1-3) à Kinshasa devant les Léopards. A domicile, ils ont donc la re-

vanche à prendre. Rien ne se fera dans la facilité. Le dernier match des éliminatoires opposera le Congo au Zimbabwe. Si les poulains de Valdo Candido parviennent à remporter ces deux dernières rencontres, ils totaliseront dix points et pourront ainsi empocher le ticket qualificatif.

S'agissant des trois matchs de Valdo Candido à la tête du onze national congolais, les critiques ont fusé de partout sur celui contre le Zimbabwe pour avoir aligné six défenseurs, alors que l'équipe devait opter pour une tactique offensive afin de se relancer dans la course vers la qualification. Les modifications apportés face au Liberia à l'aller ont rassuré par rapport au résultat acquis sur le terrain. Au match retour, dans le onze du départ, cinq joueurs, à option défensive, ont été alignés. Malheureusement, cette espèce de digue défensive a encaissé deux buts en moins de quinze minutes, empêchant le Congo à aligner deux victoires d'affilée dans ces éliminatoires.

Rominique Makaya



Le onze de départ, avant le coup d'envoi (DR)